

À la campagne, "personne ne fait le plein par plaisir"

La hausse du prix de l'essence frappe les Français les plus précaires. En Seine-et-Marne, des riverains s'inquiètent. Ici, la voiture est nécessaire pour travailler ou pour l'école. "On n'a pas d'autres choix."



Mouroux (Seine-et-Marne), reportage --

"Psychologiquement, je ne peux plus faire le plein. Je préfère me fixer une barre de 50 euros et repartir avec moins de 30 litres."

D'une voix légère, Amélie Prévost se confie. Sur ses genoux, sa fille Lia s'est endormie. Assises en cercle autour de la jeune auxiliaire puéricultrice, cinq personnes l'écoutent avec attention. Elles se sont donné rendez-vous au café culturel de Mouroux, petite

commune de Seine-et-Marne. Objectif : partager leurs inquiétudes et leurs solutions sur l'inflation galopante.

Aux quatre coins de la France, les stations-services affichent des prix sans précédent. Selon le ministère de la Transition écologique, le litre de gazole culminait la semaine dernière à 1,6540 euros, soit près de 50 centimes de plus qu'en mai 2020. Un chiffre également supérieur à ceux ayant déclenché la crise des Gilets jaunes en 2018. Le constat est le même pour le sans-plomb 95 et le sans-plomb 98, qui dépassent à certains endroits la barre historique des 2 euros le litre. Ces hausses, à l'image de celles du gaz et de l'électricité¹, grignotent le pouvoir d'achat des Français.

Hôtel de ville de Mouroux. Wikimedia Commons/CC BY 4.0/Poudou99

Mardi 25 janvier dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, le Premier ministre, Jean Castex, a annoncé l'imminent rehaussement² de 10 % du barème utilisé pour le calcul de l'indemnité kilométrique. En clair : les contribuables optant pour la déduction des frais professionnels pour le montant réel, au lieu de l'abattement forfaitaire de 10 % appliqué automatiquement par le fisc, pourront déclarer davantage de frais de carburant et donc obtenir une réduction du restant d'impôts à payer.



"Nous répondons à chaque augmentation de prix, à chaque difficulté des Français, par des décisions qui les protègent de l'augmentation des prix. [...] Aucun autre État européen n'a fait autant pour protéger le pouvoir d'achat des ménages et des entreprises", s'est aussitôt félicité Bruno Le Maire, ministre de l'Économie.

¹ <https://reporterre.net/Prix-du-gaz-et-logement-mal-isole-la-double-peine-des-precaires>

² https://www.liberation.fr/economie/transports/le-bareme-de-lindemnite-kilometrique-va-augmenter-de-10-annonce-castex-20220125_2P2BQEC22RC2LLE46DKJ6Q43G4/

"À la fin du mois, ça pique"

Sauf que cette stratégie fiscale ne concerne qu'une toute petite part de la population française : 2,5 millions de ménages imposables.

"Et les autres ?" demande Amélie Prévost, actuellement en congé parental. "Moi, je ne vais pas pouvoir profiter de cette réduction d'impôts. Pourtant, avec quatre enfants à charge, dont deux jumelles d'un an qu'il faut emmener à la crèche, j'ai aussi des trajets obligatoires."

Sortie de son sommeil, Lia profite de l'instant d'inattention de sa mère pour retirer sa sucette bleue et croquer à pleine bouche dans la chocolatine qui trônait sous ses yeux.

Murmurant un discret "Bonjour" pour ne pas interrompre la conversation, Sylvie Gaudin s'assoit sur une chaise vide. Art-thérapeute, elle sort tout juste d'un atelier, parée de son tablier bleu couvert de peinture. Chaque jour, la cinquantenaire parcourt de longues distances avec sa petite voiture pour se rendre dans les écoles ou les institutions pour personnes handicapées où elle travaille.

"L'impact financier est énorme pour moi ! Je paye 10 euros de plus qu'avant par plein et je dois en faire un par semaine. À la fin du mois, ça pique."



Sylvie Gaudin : "Je paye 10 euros de plus qu'avant par plein et je dois en faire un par semaine. À la fin du mois, ça pique." © Emmanuel Clévenot/Reporterre

Elle non plus ne touchera pas la réduction d'impôts :

"Je ne gagne pas suffisamment pour être imposable !" s'écrit-elle, sourire aux lèvres en dépit des circonstances.

Avec un salaire variant de 500 à 1 500 euros, l'auto-entrepreneuse est contrainte de refuser les contrats trop éloignés géographiquement. Elle se rend également moins souvent chez sa fille, qui vit dans le nord de la France :

"On s'adapte, que voulez-vous ? Mais j'ai le sentiment d'être abandonnée par l'État."

"Le gouvernement n'a pas envie de vivre une deuxième saison des Gilets jaunes"

"Petits artisans, plombiers, aides ménagères, infirmières... Ceux qui doivent parcourir de grandes distances sont ceux qui en pâtissent le plus. Ils ont d'ailleurs souvent la double peine d'avoir un salaire modeste."

Stéphane Cuttaïa est le coordinateur du café culturel C'est déjà ça³. Selon lui, la nouvelle mesure annoncée par Jean Castex n'est qu'un "gadget" supplémentaire :

"Le gouvernement n'a pas envie de vivre une deuxième saison des Gilets jaunes à trois mois de la présidentielle, alors il stoppe l'hémorragie. En réalité, il y a un problème de fond à régler."

Les six riverains s'accordent à dire que la centralisation est la source de leurs difficultés.

³ <https://www.cestdejaca.fr/>

"À la campagne, il y a un cruel déficit d'emplois et de services", dit Jérôme Gobillot-Goyat, enseignant et photographe. "Personne ne fait le plein d'essence par plaisir ici. On le fait parce qu'on n'a pas d'autres choix. L'école, les courses, le travail... Tout est loin !"

Selon eux, de nombreux habitants se sont installés dans les parages pour profiter des prix abordables de l'immobilier.

"Avec l'inflation, ils se sont rendu compte qu'ils dépensaient des sommes d'argent folles, au quotidien, dans le carburant", assure l'assistante-puéricultrice.

Stéphane Cuttaïa et Amélie Prévost. © Emmanuel Clévenot/Reporterre

"C'est hypocrite"

Le mode de vie construit sur la voiture individuelle montre aujourd'hui ses limites. Pourtant, l'aménagement actuel du territoire en milieu rural ne semble pas pouvoir lui apporter d'alternatives :



"D'un point de vue écologique, nous sommes conscients que le recours massif aux énergies fossiles n'est plus possible", reconnaît l'enseignant-photographe. "Et tant mieux si l'État taxe les carburants pour dissuader les gens d'acheter de gros 4x4. Mais s'ils nous laissent sans solution derrière, c'est hypocrite."

Tous les six aimeraient voir le réseau de transports en commun s'étoffer dans la région, pour renforcer le maillage entre les villes et villages. Mais Jérôme Gobillot-Goyat est pessimiste :

"La population ne cesse de décroître en campagne, alors je ne vois pas pourquoi les pouvoirs publics investiraient soudainement là-dedans."

Voilà maintenant une heure que la petite équipe débat. Dehors, le brouillard hivernal s'est levé. L'épaisse masse nuageuse semble annoncer l'arrivée de la pluie. Avant que chacun ne retourne à ses activités, un tour de table des alternatives s'improvise. Martine, retraitée et conseillère municipale, évoque le boîtier bio-éthanol, dans lequel a investi l'une de ses amies. Stéphane Cuttaïa aimerait que soit mis en place un système de covoiturage, comme dans le village voisin. Dernière à parler, Sylvie Gaudin miserait sur... la trottinette électrique :

"En ville, ils l'utilisent parce que c'est plus pratique⁴. À la campagne, parce que les gens n'ont plus les moyens de se payer l'essence et la voiture."

Après cet article

➤ Énergie : [Prix du gaz et logement mal isolé, la double peine des précaires](#)

⁴ <https://reporterre.net/EN-VIDEO-Les-trottinettes-electriques-invasion-ou-revolution>